



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 11/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CALCAIRES DE LA BRIE +CEMEX**

Lieu-dit Lugins  
77486001  
77141 Vaudoy-en-Brie

Références : *E 24 1557*  
Code AIOT : 0006517332

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/05/2024 de La carrière de matériaux calcaires 77486001 exploitée par les sociétés CALCAIRES DE LA BRIE et CEMEX à Vaudoy en Brie (77). L'inspection a été annoncée le 26/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CALCAIRES DE LA BRIE + CEMEX
- Lieu-dit Lugins 77486001 77141 Vaudoy-en-Brie
- Code AIOT : 0006517332
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette carrière est autorisée pour 30 ans, remise en état compris, à compter du 29 mars 2017.  
La remise en état prévue est une remise en état agricole.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Prescriptions en lien avec le rabattement de la nappe qui sera prochainement effectif,
- Stabilité des fronts de découverte, des fronts d'exploitation.
- Respect du Plan de gestion des déchets inertes de la carrière
- Eaux, prévention des pollutions, dérivation des eaux de ruissellement,

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer, à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 3.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Caractéristiques des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 1.3.4	Demande d'action corrective	1 mois
7	Équipements annexes	Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 3.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
8	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 4.1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
12	Abattage à l'explosif	Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 3.13	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
13	Front d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 3.10	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
17	Application du plan de gestion des déchets inertes de l'extraction	Autre du 01/06/2017, article 3.2 et 3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Exploitation en nappe phréatique	Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 3.12	Sans objet
2	Eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 4.1.2.2.2	Sans objet
3	Ru du Réveillon et ru de la Visandre	Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 4.1.2.2.4	Sans objet
4	Commission locale de suivi et d'information	Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 2.6	Sans objet
9	Respect du phasage	Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article section 2	Sans objet
10	Technique de décapage	Arrêté Préfectoral du 29/03/2024, article 3.7	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
11	Patrimoine archéologique	Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 3.8	Sans objet
14	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 5.1	Sans objet
15	Distances limites et zones de protection	Autre du 29/03/2017, article 3.17	Sans objet
16	Utilisation dès réception de produits explosifs	Arrêté Préfectoral du 02/06/2022	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette carrière de 118ha est autorisée pour une durée de 30 ans avec une production annuelle maximale de granulats calcaires de 2 461 500 tonnes. Même si cette production n'est pas atteinte car l'extraction n'est effective que depuis quelques années, les exploitants doivent exploiter ce site comme prévu dans leur dossier de demande et l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 mars 2017. Le matériel de concassage primaire Cemex doit être déplacé de la carrière Cemex de Pécy vers la carrière de Vaudoy et les matériaux doivent être acheminés vers les installations fixes de la carrière Cemex de Pécy par bandes transporteuses.

Actuellement exploitée sur un front, l'activité va se poursuivre en approfondissant la carrière avec un deuxième front. L'inspection a attiré l'attention des exploitants (Cemex et Calcaires de la Brie) sur la nécessité de laisser une large banquette à tout moment entre les deux fronts pour garantir la stabilité des fronts et des terrains.

La stabilité des fronts doit être garantie, l'inspection a constaté des infiltrations d'eau et des glissements de matériaux meubles au-dessus des fronts d'extraction et sur les parois du stock situé sur la phase 6. Les exploitants doivent mettre en place des mesures correctives pour garantir la stabilité des fronts et des stocks.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Exploitation en nappe phréatique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 3.12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rabattement de la nappe, cote fond de fouille
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est autorisé à rabattre la nappe (jusqu'à 24 m de rabattement selon les phases d'exploitation) pour permettre l'exploitation du calcaire. Le débit moyen d'exhaure de la pompe est de 500 m <sup>3</sup> /h fonctionnant 24h/24 (débit moyen horaire variant de 300 à 500 m <sup>3</sup> /h selon les phases). Ces eaux d'exhaure seront renvoyées vers le bassin de recharge de la carrière CEMEX à PÉCY et pour l'essentiel ré infiltrées dans la nappe. Une échelle limnimétrique à lecture directe et nivelée est positionnée au droit de chaque pompe d'exhaure pour permettre de vérifier si le niveau de rabattement est conforme en chaque phase.

Phase d'exploitation n°1; Cote minimale d'extraction (m NGF) = 94 Cote minimale de rabattement (m NGF) = 93,5 Les périodes de rabattement sont notées dans un registre.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le point bas de la phase n°1 est à la cote 104,8 m. La cote de 94 m n'est pas atteinte car le deuxième front n'est pas en exploitation.</p> <p>Le rabattement de nappe sera prochainement mis en service avec une pompe SOTRES sur radeau de débit nominal de 500 m³/h. Une conduite équipée d'un débitmètre et d'un totaliseur est sur site (non encore raccordée) et évacuera les eaux d'exhaure vers le bassin d'infiltration de la carrière Cemex de Pécy.</p> <p>Avant tout rabattement de la nappe, l'exploitant doit installer une échelle limnimétrique à lecture directe, nivelée et positionnée au droit de la pompe d'exhaure pour permettre de vérifier si le niveau de rabattement est conforme en chaque phase et mettre en place le registre.</p> <p><b>Les exploitants s'y engagent.</b></p>
Type de suites proposées : Sans suite

## N° 2 : Eaux rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 4.1.2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux d'exhaure
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>.... 2. Les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement. 3. Les seuls rejets autorisés issus du site sont les eaux d'exhaure vers le bassin d'infiltration CEMEX à PÉCY. Les eaux du bassin d'infiltration ne pourront être rejetées dans le ru du Réveillon qu'à titre exceptionnel et sur justification préalable de l'exploitant. Les volumes déversés au ru devront être mesurés.</p> <p>Le rejet dans le ru du Réveillon est interdit dès lors que le seuil de vigilance de 127,5 m NGF est atteint par le niveau piézométrique mesuré à SAINT-MARTIN-CHENNETRON...</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Avant de rabattre la nappe les exploitants doivent <b>mettre en place un émissaire de rejet des eaux d'exhaure en tout point conforme aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994</b> relatif aux carrières, reprises dans l'arrêté préfectoral de la carrière au point 2 ci-dessus.</p> <p><b>Avant de rabattre la nappe, les exploitants auront séparé les eaux de ruissellement du site des eaux d'exhaure</b> afin de n'envoyer dans le bassin G. que des eaux d'exhaure.</p> <p><b>Les exploitants s'y engagent et adressent avant le début du rabattement de nappe les justificatifs.</b></p>

Le rejet du bassin G vers le ru du Réveillon devant être exceptionnel, il n'y a pas lieu de laisser la pompe à demeure.

**Les exploitants retirent cette pompe du bassin G sous un mois.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Ru du Réveillon et ru de la Visandre**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 4.1.2.2.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant procède ou fait procéder à un suivi mensuel des niveaux des rus du Réveillon et de la Visandre à l'aide d'échelles limnimétriques.

**Constats :**

Le suivi mensuel des niveaux d'eau du ru du Réveillon et du ru de la Visandre a commencé en novembre et décembre 2023.

Finalement le dispositif retenu n'est pas constitué d'échelles limnimétriques : la hauteur d'eau est mesurée à l'aide d'une sonde que l'on descend dans le cours d'eau à partir d'un point fixe nivelé. Le repérage de ces points a été constaté par l'inspection et n'appelle pas de remarque

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Commission locale de suivi et d'information**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 2.6

**Thème(s) :** Autre, Commission locale de suivi et d'information

**Prescription contrôlée :**

Une commission locale de suivi et d'information est mise en place à l'initiative de l'exploitant dans l'année de la notification du présent arrêté.

**Constats :**

L'inspection constate que la première commission locale de suivi et d'information a eu lieu en juin 2022.

**Les exploitants proposent d'organiser la prochaine commission locale de suivi et d'information avant fin mars 2025.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Eaux de ruissellement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 3.3

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux de ruissellement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Si nécessaire, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone.
<b>Constats :</b>  L'inspection constate lors de la visite de la carrière la présence d'écoulements provenant des terrains alentours à travers le merlon de terres végétales Sud/front Sud, se déversant dans la zone en exploitation et pouvant avoir comme conséquence une déstabilisation du front Sud par effet "renard".  La zone en exploitation constitue le point bas de la carrière et collecte les eaux pluviales de la carrière et des pistes.  <b>Pour des raisons de sécurité des fronts et pour dissocier les eaux pluviales des eaux d'exhaure</b> (et réduire le volume d'eau à évacuer vers le bassin G) un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation doit être mis en place à la périphérie de cette zone. <b>Les exploitants en conviennent, ce dispositif devra être mis en place rapidement compte tenu de l'impératif de garantir la stabilité de tous les fronts.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 6 : Caractéristiques des installations de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 1.3.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Conditions d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les matériels de concassage primaire et de scalpage <b>en front d'extraction</b> sont semi-mobiles : un groupe primaire pour la société CALCAIRES DE LA BRIE, un groupe primaire et un crible haute énergie pour la société CEMEX Granulats.  Les matériaux issus du pré traitement seront acheminés jusqu'aux installations de traitement de CALCAIRES DE LA BRIE et de CEMEX Granulats de PÉCY, régulièrement autorisées, <b>par des bandes transporteuses.</b>  Une production maximale annuelle de 1 600 000 tonnes d'équivalent produits finis est autorisée (800 000 tonnes/an sur chaque installation de traitement de PÉCY).
<b>Constats :</b>  Le calcaire abattu dans la carrière de Vaudoy est transporté par dumper vers le concasseur CEMEX situé dans la carrière CEMEX de Pécy.



<p>L'inspection demande aux exploitants de respecter les conditions d'exploitation de la carrière de Vaudoy.</p> <p>Le concasseur CEMEX doit être déplacé dans la carrière de Vaudoy et en sortie de ce matériel, les matériaux doivent être acheminés par bandes transporteuses vers l'installation de traitement de matériaux de la carrière CEMEX de Pécy.</p> <p><b>Les exploitants se sont engagés à effectuer ce déplacement avant octobre 2025.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Les exploitants doivent confirmer cet engagement par écrit.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 7 : Équipements annexes

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 3.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Équipements annexes</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant le début de l'exploitation, il est mis en service les équipements annexes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-une ou plusieurs aires étanches pour le ravitaillement des engins reliées à un décanteur-déshuileur. Ces aires sont conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif à l'exploitation de carrière.</li> <li>-L'arrivée d'eaux d'exhaure doit se faire par un émissaire équipé d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.</li> <li>-Une base vie est mise à la disposition d'environ 20 personnes. Cette base vie est notamment pourvue de toilettes raccordées à un système d'assainissement individuel.</li> <li>-Avant la mise en route de la deuxième installation de pré traitement, un laveur de roues et un poste de pesée seront installés avant la sortie de site aménagée au croisement entre la RD 209 et le CR du « Bois des Lugins ». Le chemin reliant le laveur de roues à la sortie de site sera réalisé en enrobé.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une aire étanche en béton reliée à un débourbeur deshuileur est présente.</p> <p>Les exploitants doivent démontrer que l'aire étanche actuelle est suffisante pour garer les engins.</p> <p>L'émissaire d'eau d'exhaure dans le bassin G n'est pas encore réalisé, mais le rabattement de la nappe n'est pas encore en marche. (vu lors de la visite: les tranchées d'alimentation électrique et canalisation d'eau).</p>



La base vie n'est pas opérationnelle, elle n'est pas alimentée en électricité : un container est censé contenir un groupe électrogène. Une fois ouvert, l'inspection constate que ce container est vide.

L'inspection constate avec les exploitants que ce container est de plus en mauvais état. Les exploitants décident de l'évacuer de la carrière.

L'inspection constate la présence d'un stockage de AD Blue sur l'aire étanche.  
A mettre sur rétention.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les exploitants doivent fournir un justificatif d'évacuation du container et de mise en service de la base vie.

Les exploitants doivent mettre sous rétention le stockage d'AD Blue.

Les exploitants doivent compléter l'aire étanche si elle est insuffisante au regard du nombre d'engins présents.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 8 : Prévention des pollutions accidentelles**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 4.1.2.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions nécessaires sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en utilisation normale ou en cas d'accident, déversement de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel, en particulier :

Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier ainsi que leur stationnement prolongé en dehors des heures d'activité sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Le système de récupération fait l'objet d'une vidange régulière par une société spécialisée. Il s'assure de disposer à proximité immédiate des produits décrits au 3 ci-après et de moyens de lutte incendie.

Pour les engins sur chenilles (pelle hydraulique, bull et foreuse), le ravitaillement sera effectué par un engin de distribution agréé au-dessus d'un bac de rétention.

**Constats :**

L'aire étanche n'est pas suffisante pour garer tous les engins présents le jour de l'inspection.

Une cuve d'AD blue est présente sans rétention.

Les conditions de l'arrêté préfectoral ne sont pas respectées.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 9 : Respect du phasage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article section 2				
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plan de phasage joint à l'arrêté				
<b>Prescription contrôlée :</b>				
L'exploitation de la carrière est conduite suivant les plans prévisionnels de phasage, dont copie est jointe en annexe du présent arrêté.				
...				
Phase	Surface exploitable (ha-a-ca)	Côte d'extraction à ne pas dépasser (m NGF)	Découverte	Gisement calcaire brut
Volume terre végétale (m³)	Volume total : terres végétale et stériles (m³)	Épaisseur (m)	Volume (m³)	Tonnage (t)
1	06-75-90	94	27 036	260 292
2	07-13-96	94	28 558	232 338
<b>Constats :</b>				
Le phasage est respecté. Le volume de terres végétales décapé est de 26 729 m3.				
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite				

#### N° 10 : Technique de décapage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2024, article 3.7
<b>Thème(s) :</b> Autre, Technique de décapage
<b>Prescription contrôlée :</b>
<p>Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation.</p> <p>L'épaisseur moyenne de découverte est de 3,8 mètres. Elle est constituée de terre végétale d'une épaisseur moyenne de 40 cm, de limons et de la partie supérieure des calcaires de Champigny plus ou moins altérée.</p> <p>Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et conservés intégralement pour la remise en état des lieux.</p> <p>Afin de préserver leur valeur agronomique, les terres végétales sont stockées sur une hauteur inférieure à 2 mètres. Ces stocks sont constitués par simple déversement et mis en forme par des</p>

engins à chenilles et sans circulation ultérieure. En aucun cas, ces terres végétales ne sont évacuées du site. Le stockage des matériaux inertes issus de la découverte (stériles et terres non polluées) est réalisé, géré et entretenu de manière à assurer sa stabilité physique et à prévenir toute pollution.
<b>Constats :</b>  La terre végétale est stockée le long de l'extrémité sud de la carrière sur une faible hauteur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Patrimoine archéologique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 3.8
<b>Thème(s) :</b> Autre, Diagnostic, fouilles...
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le bénéficiaire de l'autorisation prend les mesures nécessaires à la prise en compte des risques que l'exploitation est susceptible de faire courir au patrimoine archéologique. De nombreux sites archéologiques visibles ou pressentis sont présents le long de la RD 209. Les emprises où les travaux préparatoires à l'extraction, en particulier les décapages superficiels, n'ont pas encore été réalisés et feront l'objet d'un diagnostic préalablement au décapage de la terre végétale. En fonction des résultats de ce diagnostic, une fouille préventive sera ou non prescrite ; dans le cas d'une prescription de fouille, la poursuite de l'exploitation du secteur concerné est subordonné à l'achèvement de l'intervention archéologique. Conformément au code du patrimoine (articles L. 531-14 et L. 531-15) réglementant en particulier les découvertes fortuites et leur protection, toute découverte de quelque ordre que ce soit (vestige, structure, objet, monnaie...) devra être immédiatement signalée auprès du service régional de l'archéologie. Les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être détruits. Tout contrevenant est passible des peines prévues aux articles 322-1 et 322-2 du code pénal.
<b>Constats :</b>  L'exploitant déclare qu'il n'y a pas eu de diagnostic en 2023. les phases 1 et 2 sont libérées ainsi qu'une partie de la phase 6 (où sont stockés les stériles de découverte et les plaquettes calcaires non valorisables.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Abattage à l'explosif**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 3.13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Utilisation de produits explosifs
<b>Prescription contrôlée :</b>  ...

<p>Dès la déclaration de début d'exploitation, l'exploitant fait réaliser par un cabinet spécialisé une étude technique afin de déterminer :</p> <p>la loi d'amortissement du sol propre au site,</p> <p>les méthodes de tir adaptées permettant de limiter les vibrations émises lors des tirs,</p> <p>les conditions représentatives des configurations types de site, produites par les tirs de mines,</p> <p>une analyse de données en fonction de la distance et de la charge d'explosifs mise en œuvre,</p> <p>les niveaux vibratoires prévisionnels attendus dans l'environnement et à proximité des canalisations de transport d'hydrocarbures longeant le site, suivant le traitement des données en vitesse pondérée.</p> <p>Cette étude est mise à jour annuellement et transmise à l'inspection des installations classées au plus tard le 1er février de l'année suivante.</p> <p>...Les fronts et forations sont orientés afin d'éviter toute projection horizontale, tout particulièrement à l'extérieur du périmètre autorisé.</p> <p>Un contrôle systématique de la qualité de la foration est assuré avant chargement des explosifs par des moyens appropriés permettant de repérer de façon précise la position des trous de mine par rapport au front de taille.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'actualisation de l'étude de caractérisation du gisement a été transmise à l'inspection en janvier 2024.</p> <p>L'inspection demande que l'exploitant précise comment est réalisé le contrôle systématique de la qualité de la foration.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 13 : Front d'exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 3.10</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stabilité des terrains</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les fronts de découverture ont une pente maximale de 45°.</p> <p>Les fronts de gisement ont une pente maximale de 90°.</p> <p>L'exploitation se fera via 2 fronts superposés, d'une hauteur maximale de 15 m chacun, avec une banquette intermédiaire horizontale d'une largeur suffisante pour permettre sans danger le travail et la circulation du personnel.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les pentes semblent respectées.</p> <p>L'inspection constate, alors que la carrière n'est pas exploitée sur toute la hauteur:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des glissements et des arrivées d'eaux dans le stock de terre végétale Sud qui surplombe le front Sud,</li> <li>- des glissements sur le front Nord et sur le front Est,</li> </ul>

<p>- le front Est comporte également des désordres dans la partie calcaire. Or, des dumpers et autres engins sont garés en surface, à proximité du front Est.</p> <p>Les exploitants doivent prendre les mesures nécessaires via un plan d'actions afin de garantir la stabilité des terrains et la sécurité du personnel.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 14 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 5.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Garanties financières
<p><b>Prescription contrôlée:</b></p> <p>Des garanties financières sont mises en place pour assurer la remise en état du site en cas de défaillance de l'exploitant, pendant la durée de fonctionnement ou à l'occasion de mise à l'arrêt du site.</p> <p>Elles ne couvrent pas les indemnités dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par fait de pollution ou d'accident causé par les installations. La durée de l'autorisation est divisée en 6 périodes quinquennales. Période 2, de 5 à 10 ans S1 Max = 7,4914 ha S2 Max = 17,5734 ha S3 Max = 3,5589 ha (acte de cautionnement calcaires de la brie échéance 2025)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Selon le plan annuel 2023, les valeurs S1, S2 et S3 constatées sont inférieures aux valeurs ayant permis de déterminer la valeur de référence des garanties financières de la deuxième période quinquennale.</p> <p>S'agissant d'une exploitation conjointe, Cemex dispose d'un acte de cautionnement tout comme Calcaires de la brie.</p> <p>L'acte de cautionnement de Calcaires de la brie devra être renouvelé au 3ème trimestre 2024.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 15 : Distances limites et zones de protection

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 29/03/2017, article 3.17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stabilité des fronts
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le bord des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégralité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.</p> <p>De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord</p>

supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

Les excavations sont également maintenues à une distance horizontale de :

- 50 mètres minimum des canalisations de transport d'hydrocarbures longeant le site le long de la RD 209,
- 50 mètres minimum de l'axe RN 4.

**Constats :**

L'inspection rappelle aux exploitants que **les dispositions du deuxième paragraphe concernant la stabilité des terrains s'appliquent à tout moment dans la carrière et pas seulement en limite de périmètre.**

Les exploitants en sont conscients.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 16 : Utilisation dès réception de produits explosifs,**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/06/2022

**Thème(s) :** Autre, Registre

**Prescription contrôlée :**

Tenue du registre d'utilisation de produits explosifs dès réception

**Constats :**

Le registre a été examiné en ce qui concerne le dernier tir.  
L'inspection n'a pas de remarques.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 17 : Application du plan de gestion des déchets inertes de l'extraction**

**Référence réglementaire :** Autre du 01/06/2017, article 3.2 et 3.3

**Thème(s) :** Autre, Stockage des déchets inertes de l'extraction

**Prescription contrôlée :**

**3.2**

Les stocks aériens auront une pente ne dépassant pas 45°. Celle-ci sera ajustée en fonction des matériaux stockés. L'emprise au sol sera suffisante pour garantir la stabilité des stocks/merlons. Les digues pour les bassins de réception des fines en fond de fouilles seront aménagées pour éviter tout risque de rupture. La largeur et la hauteur des digues seront dimensionnées en fonction du volume de boues à stocker.

**3-3- Impact sur l'eau :** Le principal impact est l'érosion des stocks lors d'épisodes pluvieux intense. Cette lixiviation des terres végétales et des stériles pourraient entraîner une augmentation de la quantité de matières en suspension dans les eaux souterraines. Les merlons et stocks seront végétalisés afin de réduire les phénomènes de ruissellement.

**Constats :**

Les matériaux ne sont pas stockés séparément : par exemple, des plaquettes calcaires non commercialisables ont été mises un peu partout sur le stockage principal de limon.

L'eau de pluie ravine sur ce stockage dont la pente doit être inférieure à 45°.

Ce stockage n'est pas végétalisé.

Les exploitants doivent respecter leur PDG et garantir la stabilité des stocks.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois



